

Déclaration liminaire

Comité social d'administration de l'AEFE 12 décembre 2023

Madame la directrice générale, Mesdames et Messieurs,

Les mobilisations qui se multiplient depuis deux mois dans le réseau atteignent le niveau des mouvements passés ayant marqué la vie de l'Agence. Ainsi, le 28 novembre, les chiffres des grévistes ont été éloquents dans de nombreux établissements. Sur les questions de rémunération, ISVL - ICCVL et avantage familial, la FSU a alerté l'Agence à de multiples reprises sur les risques d'une réflexion dictée par la Direction du budget. Ces dossiers brûlants exigent des réponses à la hauteur des attentes des personnels.

Les grèves et actions à Madrid, en Tunisie, au Chili, à Alger, au Sénégal et ailleurs dans le réseau montrent aussi un sentiment de colère et de frustration sur bien des sujets, notamment parmi les personnels de droit local sur les nécessaires réponses salariales face à la poussée inflationniste.

Madame la directrice générale, l'insatisfaction et le mécontentement des personnels toutes catégories confondues ont une cause : le dialogue social n'avance que sous la pression de mobilisations, allant jusqu'à des grèves reconductibles, aussi bien au niveau du réseau dans son ensemble que dans beaucoup d'établissements. Faute de prendre au sérieux les nombreuses alertes de la FSU, la tension monte et les conflits se développent.

Dans les instances centrales aussi, le dialogue social est en berne : manque de suivi de certains dossiers entre les instances, convocation de trois F3SCT en un mois, absence de réponse ou de réactivité à certaines questions... Cette attitude de l'Agence est inconséquente face à des problèmes bien réels, et génère une perte de temps et d'énergie pour tout le monde. La FSU ne se satisfait pas de cette situation, et continue

de prôner un dialogue social apaisé et constructif. Les résultats des dernières élections professionnelles sont sans appel : la FSU porte la voix d'une très grande majorité de collègues. Il serait temps que l'Agence l'entende et le prenne en considération.

En Centrale, l'enquête RPS et ses enseignements doivent être réellement pris en compte pour répondre aux attentes des personnels. L'AEFE devra se doter d'un plan d'action ambitieux et effectif pour recréer un climat de travail favorable à l'accomplissement de leurs missions.

Madame la directrice générale, nous comptons sur votre implication pour que le dialogue social entre les organisations syndicales et vos services soit à la hauteur des missions confiées à l'opérateur public AEFE.